



**Communiqué de l'Union communiste libertaire (UCL)**

---

## **Privatisation d'Aéroport de Paris : refuser le dépeçage capitaliste !**

**Le projet de vente du groupe Aéroports de Paris est de plus en plus contesté. La collecte des signatures pour l'organisation d'un référendum sur la question en est aujourd'hui un aspect important. Cette contestation doit être l'occasion de défendre l'ensemble des services publics et de mettre en cause le principe même de propriété des moyens de production et d'échange.**

Aujourd'hui, ADP appartient à l'État et non à l'ensemble de la population. L'entreprise reste donc sous le contrôle des politiciens et des hauts fonctionnaires mais elle ne sert pas à engraisser les monopoles privés.

Nous le disons avec force : c'est à celles et ceux qui travaillent, à celles et ceux qui font tourner la société au quotidien, de décider des orientations dans la production des transports, de la grande industrie ou de la santé. La question qui est posée est bien celle de la socialisation et de l'autogestion des services publics. Les vendre au privé est aussi socialement désastreux qu'économiquement irrationnel. Mais nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes : les politiciens n'organiseront jamais de référendum pour ça.

Quant au processus référendaire récemment initié, il reste un simulacre de démocratie directe. Un nombre de 4,7 millions de signatures est requis : c'est colossal !

Le site internet servant à l'organisation n'est pas accessible au plus grand nombre et rend publique la liste des signataires... et le gouvernement n'est même pas tenu d'aller jusqu'au référendum à proprement parler.

Nous estimons cependant que nous pouvons nous saisir de ce moment pour lancer partout dans le pays un vaste débat public sur la destruction des services publics. Parce qu'il ne s'agit pas seulement d'ADP : mais des écoles fermées, du rail ouvert à la concurrence, des autoroutes bradées aux monopoles capitalistes, et de tout ce que les patrons ont volé aux travailleuses et aux travailleurs ces dernières décennies.

Pour l'Union communiste libertaire, que l'on souhaite prendre part à la collecte des signatures ou pas, l'essentiel est de se retrouver dans la lutte contre la privatisation d'ADP.

En ce sens, nous appelons chacune et chacun à s'impliquer dans les initiatives que pourra prendre le mouvement social et syndical pour la défense d'ADP.

Ce qui doit être au coeur du débat c'est bien la réappropriation sociale et l'autogestion des grands moyens de production et des services publics.

Luttons contre toutes les offensives du gouvernement. Contre le pillage capitaliste, organisons la résistance !

**Union communiste libertaire, le 19 juin 2019**